

communauté internationale à collaborer pour trouver des solutions à des problèmes de sécurité qui ne peuvent être réglés sur une base strictement nationale. Parmi les problèmes les plus importants, notons les suivants:

— La violation des droits de la personne et des processus démocratiques constitue une source d'instabilité et de tensions, un point de ralliement pour les groupes contestant l'autoritarisme d'un gouvernement¹⁴. Alors que la diffusion des normes, en ce domaine, est plus visible et moins facilement rejetable (en raison de la fin du conflit Est-Ouest), les États doivent désormais tenir compte de l'observation de ces droits dans la formulation de leurs politiques de sécurité et envisager le recours à la force armée pour assurer la transition démocratique — le cas du Cambodge et d'Haïti. Dans le cas contraire, les pressions publiques sont fortes pour démontrer l'indifférence des gouvernements à l'égard des violations des droits — le débat sur la politique américaine envers la Chine en est un exemple.

— Le problème que pose l'afflux des réfugiés atteint, selon le rapport annuel de 1995 de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge, des limites inacceptables¹⁵. Dans le monde, 1 personne sur 122 a fui son pays en 1994. On dénombrait 1 million et demi de réfugiés en 1960, 2 millions et demi en 1975 et 11 millions en 1985. Provoquée par un nombre croissant de conflits ethniques et de guerres civiles, l'arrivée massive de réfugiés a signifié en 1994, selon les statistiques compilées par la Fédération ainsi que par le Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU, l'expatriation de 23 millions de personnes et le déplacement interne de 25 millions d'autres pour un total de 48 millions. Cette tendance, qui croît dramatiquement avec les années, aggrave les conflits tout en exerçant une pression supplémentaire sur la capacité des États, principalement occidentaux, d'acheminer de l'aide humanitaire et de recevoir ou d'installer une diversité encore plus grande de réfugiés. Les États-Unis, par exemple, reçoivent chaque année environ 1,2 million d'immigrants illégaux, un nombre qui engendre des revenus de plus de 3 milliards de dollars pour les organisations illicites qui gèrent ce «commerce»¹⁶.

— L'augmentation du trafic des stupéfiants et, en général, de la criminalité transfrontalière constitue un problème de sécurité nouveau et grave¹⁷. Ce trafic et cette criminalité violent toute forme de souveraineté nationale et échappent largement au contrôle politique de l'État. Qu'il s'agisse de la contrebande de matériels fissiles (4 incidents sérieux en 1994), du trafic de stupéfiants (une entreprise qui rapporte environ 250 milliards de dollars à ses organisateurs) ou du blanchiment d'argent (500 milliards de dollars qui transitent illégalement à travers le monde), ces problèmes sont tels pour les pays développés qu'ils doivent coopérer. La Conférence internationale ministérielle de Naples sur la criminalité transnationale, tenue en novembre 1994, l'a bien reconnu. Dans les pays en voie de développement, ces activités